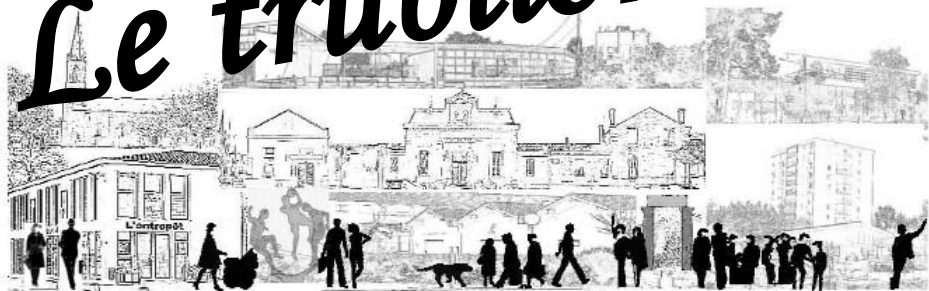


Le trublion du Haillan



Bulletin des militants de la section NPA du Haillan

Après le 19 mars !

La crise c'est maintenant... pas dans un mois !

Vite, une nouvelle journée de grève et de manifestations pour construire un mouvement d'ensemble !

Nous étions trois millions de grévistes et de manifestants le 19 mars. Après le succès de la première journée de mobilisation le 29 janvier, c'est plus encore, plus de grévistes, de manifestants, en particulier dans le privé, qui expriment leur colère face à une crise qui n'est pas la leur et contre un gouvernement et un patronat droits dans leurs bottes pour le maintien des intérêts des plus riches. François Fillon a affiché la détermination du pouvoir en place de ne pas modifier sa politique économique. C'est une insulte à celles et ceux qui sont descendus dans la rue, une provocation vis-à-vis des travailleurs et des travailleuses qui subissent le coût des licenciements et de la vie chère.

La rue, tant méprisée par le pouvoir, doit relever le défi posé par Sarkozy, le défi de l'épreuve de force. Dans cette situation, les directions des organisations syndicales ont décidé de se revoir après un délai de "réflexion" (!). Nous le disons avec force, alors que les plans de licenciements s'accroissent : il faut une nouvelle date de grève et de manifestations le plus vite possible !

Personne ne comprendrait après les succès des deux dernières journées, le soutien d'une grande majorité de Français, l'absence d'un calendrier offensif. Seules la

généralisation des grèves et des manifestations, la nécessité d'un mouvement social prolongé, feront reculer le pouvoir.

Numéro 18
Avril 2009

Ensemble nous pouvons obtenir 300 euros nets pour tous, l'interdiction des licenciements et la suppression des postes dans la fonction publique, la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, à condition d'être unis.

Les organisations syndicales se sont réunies à Paris. Elles ont constaté que le compte n'y était pas, que les travailleurs en lutte n'avaient pas été écoutés et qu'il fallait maintenir la pression. Elles ont donc décidé de se mobiliser dans l'unité ... dans un mois pour le 1^{er} Mai. Nous pouvons être satisfaits de la perspective d'un 1^{er} Mai unitaire et revendicatif, mais le problème est que le 1^{er} Mai est dans un mois, de rester un mois "la banderole unitaire aux pieds", un mois durant lequel nous allons encore subir l'arbitraire des suppressions d'emplois, des délocalisations, de la perte du pouvoir d'achat, du système de santé mis à mal...

Les organisations syndicales conviennent d'utiliser le mois d'avril pour impulser des initiatives visant à soutenir les actions engagées et à organiser les solidarités. Sans autre précision.

Nous ne pouvons ni ne devons attendre. C'est pourquoi le NPA s'adresse à toutes les forces de la gauche syndicale, sociale et politique afin de poursuivre le combat. Nous proposons aux partis et organisations politiques signataires du texte de soutien à la journée du 19 mars de se réunir dans les plus brefs délais, afin d'agir ensemble en ce sens ■

Conseil municipal du 27 mars 2009

Avant d'aborder l'ordre du jour, un représentant de la droite municipale fait une déclaration pour protester, fort justement, contre l'augmentation du prix du gaz. La motion proposée n'étant pas rédigée et préalablement remise aux élus, un groupe de travail va être mis en place afin de soumettre un texte lors du prochain conseil.

Nous pensons, pour notre part, que le gaz est un bien commun dont la gestion ne devrait pas échapper au collectif des utilisateurs.

Idem pour la motion que le maire voulait proposer au conseil sur la question du logement social, des tarifs...

Même si l'actualité de ce sujet est pressante car, le printemps revenu, les expulsions vont pouvoir reprendre, la discussion et le vote sont reportés

Si nous sommes d'accord avec ces initiatives, nous attendons toutefois les textes proposés pour nous exprimer. Nous voudrions que cette prise de conscience collective (sur le prix du gaz et les loyers) débouche sur des actions de résistance avec les usagers, les locataires, leurs associations. Dans l'unité pour se battre.



La maire a ensuite fait un compte rendu de l'activité 2007 de la CUB (oui, nous savons que nous sommes en 2009). Nous apprenons que 4 personnes de la commune sont désignées comme "goûteurs d'eau du robinet" dans le cadre d'une enquête.

Goûteur d'eau dans la région de Bordeaux, c'est si peu courant que nous le signalons en taisant quand même les coordonnées de ces personnes courageuses.

Ensuite, le bilan d'activités de la délégation de service public de la salle de spectacle "l'Entrepôt". Discussions pour savoir si c'est mieux, moins bien ou pas comparable avec l'an dernier. Cela coûte un peu plus de 300 000 € par an à la commune pour 26 spectacles (32 représentations)...

La gestion et le contrôle nous échappent, nous n'avons pas

Poisson d'avril

Les prix du gaz sont indexés sur ceux du pétrole. Difficile à croire quand on sait qu'ils ont augmenté 3 fois en 2008 soit une hausse de 15,2 % tandis que ceux du pétrole chutaient de 70 % depuis juillet. Et si, dès janvier 2009, le trust GDF Suez a abaissé de 20 % ses tarifs de vente aux gros industriels (ce qui ne l'a pas empêché de faire 6,5 milliards de bénéfice), les salariés, eux, ont dû se chauffer pendant tout l'hiver au prix fort.

Avec le redoux printanier, la baisse de 11,3 % du prix du gaz annoncée par le gouvernement pour le 1^{er} avril, c'est de la blague ■

les comptes de MGE (la société délégataire) et nous ne pouvons rien contrôler.

Enfin, le bilan d'activités de la délégation de service public pour l'aire d'accueil des gens du voyage. Encore une délégation et nous n'avons toujours pas accès aux comptes de la société gestionnaire. Seule satisfaction (ce qui n'est pas négligeable) notre commune respecte la loi et met à disposition des gens du voyage une aire d'accueil.

Le conseil peut enfin débiter.

Premier accroc : suite à la division (par scissiparité) du groupe de droite, la prise d'autonomie effectuée par une élue, celle-ci se voit octroyer une place dans le bulletin municipal.

Cris de la droite que nous savons ne pas être rigoureuse sur les questions d'expression et de démocratie puisqu'ils soutiennent sans faille Sarkozy 1^{er} dans sa politique antisociale et pro capitaliste. Ils se verront toutefois appliquer la règle générale (comme pour le PC ou le NPA qui disposent d'une place prise sur le quota de la majorité municipale).

Désignation de citoyens associés.

Des citoyens de la commune (autant que d'élus) vont être associés aux activités sans voix délibérative puisqu'ils ne sont pas élus et cela durant deux années au terme desquelles un bilan sera tiré afin de renouvellement ou non !

C'est toujours intéressant de faire participer des habitants aux activités municipales mais, afin d'avancer un peu plus vers la démocratie participative, nous devrions conjointement mettre en place des conseils de quartiers qui seraient au plus près des problèmes que rencontrent les haillanais.

À réfléchir et nous ferons des propositions.

L'an prochain va être mis en place un contrat de co-développement avec la CUB. Le but est de définir les priorités de développement et aussi « d'éviter le copinage ». Le résultat ne peut qu'être bénéfique. Nous votons pour.

Suit une série de délibérations qui recueillent la majorité et même l'unanimité des voix :

- L'achat d'un nouveau drapeau pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

La droite a bien fait une tentative de polémique sur la date de commémoration de la fin de la guerre d'Algérie mais personne n'a suivi et ils ont fait un gros pschitt (comme disait Chirac).



Présentation des comptes.

C'est un peu indigeste pour les non initiés car les élus ont reçu cela sur CD rom.

Le résultat visible est une petite discussion sur les "charges" de personnel (61% des charges alors que le but à atteindre annoncé par l'adjoint aux finances est de 60%).

La droite qui veut toujours plus de services municipaux (comme nous) veut aussi moins de frais et donc "faire plus avec moins de moyens". A moins de rétablir l'esclavage nous ne voyons pas vraiment comment faire ! (Je précise aux imbéciles qui pourraient nous lire que c'est de l'humour)

Nous serons toutefois très attentifs aux discussions sur la restauration scolaire au sujet de laquelle nous entendons des bruits de plus en plus précis sur le regroupement avec et à Mérignac.

Ce projet de moins bonne prestation ne servirait-il pas à gagner ce petit 1% de frais de personnel ?

Après les dépenses viennent les recettes, donc les taxes locales. Le résultat est une augmentation au niveau de l'inflation : +2,4%. Le but est de lisser les augmentations sur tout le mandat électif, ne pas procéder aux augmentations minimales viendrait à augmenter brutalement les taxes locales en fin de mandat. L'autre solution serait de réduire les services et activités et ce n'est heureusement pas ce qui a été retenu.

Nous pensons qu'il faudrait revoir cette fiscalité en ces temps de transfert des charges de l'État sur les collectivités locales, d'avantage exonérer les moins riches et faire payer plus aux plus fortunés... ce serait la vraie solidarité.

Petit couac ensuite pour expliquer le renouvellement d'un emploi non titulaire d'un agent qui assure très correctement ses fonctions. Pourquoi ne pas le titulariser ?

« Parce que couac... »

Idem pour la prime attribuée aux agents, car il existe encore quelques disparités. Les assistantes maternelles qui comblent le trou créé par le manque de places en crèche collective ne comptent que pour un ½ temps. Ce serait la conséquence des textes de mise en place de ce service et datant de fort longtemps. Nous savons que ce qui a été fait peut toujours être amélioré, ce n'est qu'une question de volonté.

Mise en place de l'agenda 21 qui est un long discours sur des vœux pieux pour sauver la planète. Un peu comme au nouvel an. Préférant les actes aux discours, nous nous sommes abstenus en faisant la déclaration suivante (encadré page 4).

Après avoir décidé que la SPA serait désormais notre fourrière municipale, que les jardins familiaux d'Edmond Rostand seraient gérés par l'espace socio culturel...

La séance a été levée très tard ■

Arrogant !

C'est même du mépris qu'a exprimé le chef de la droite locale vis-à-vis d'un jeune élu qui exprimait son ras le bol des discours sarkoziens entendus à longueur de conseil municipal.

« Vous vous exprimez par mono syllabes et je ne comprends rien ».

C'est là que nous comprenons où est notre camp naturel car nous sommes évidemment solidaires de ce jeune élu et lui exprimons tout notre soutien contre ce représentant des patrons !

Pour contacter les militant(e)s du NPA sur le Haillan, rien de plus simple :

- Par courrier :
31 rue du Hapshot 33185 LE HAILLAN
- Par téléphone :
Philippe ROUZÉ au 05 56 28 40 89
Jean-Louis DANFLOUS au 05 56 57 81 97
- Par mail : npa.lehaillan@laposte.net

Si je soutiens l'idée que l'Agenda 21 local peut permettre de sensibiliser la population sur les différentes questions d'environnement et ouvrir le débat pour la prise en compte du développement durable, je trouve qu'il est impossible de dissocier ces actions du système économique et social dans lesquels nous souhaitons vivre.

Il me paraît difficile, voire impossible, de souhaiter un épanouissement de tous les êtres humains dans un système basé sur la loi du marché, sur la concurrence à outrance et ayant comme unique but la recherche du profit à court terme qui passe par l'exploitation de la majorité des individus et des ressources de la planète par une minorité de spéculateurs.

Si nous ne revoyons pas nos systèmes de productions (fabriquer sur les lieux où se trouvent les matières premières, réduction des conditionnements, diminution des pollutions industrielles, choix industriels et énergétiques nuisant le moins possible à l'environnement), nos moyens de transport et d'une façon générale les rapports Nord-Sud, il paraît illusoire d'entrevoir une amélioration de vie pour la majorité des habitants de notre planète.

Sensibiliser le citoyen de base est louable mais il faut s'attaquer aux vrais problèmes et notamment intervenir auprès des grosses industries, en premier lieu sur chaque commune. Il ne s'agit pas de mettre à l'amende les pollueurs, mais d'interdire la pollution. Les riches qui peuvent payer ont tous les droits ; les pauvres, eux, malgré toutes leurs difficultés, devraient tenter de sauver la planète mais ne peuvent éventuellement intervenir que pour retarder illusoirement les conséquences de décisions prises unilatéralement par d'autres...

C'est parce que je souhaite une société égalitaire, solidaire et écologiste que je m'abstiendrais sur cette délibération. L'écologie ne peut pas sauver un système, c'est celui qui est choisi qui devrait introduire un développement durable dont l'Être humain serait la pierre angulaire.

Philippe ROUZÉ

La soupe est servie

Il nous faut tout de même évoquer le tract édité par la liste d'opposition municipale de droite bien que nous n'ayons pas pour vocation d'entrer dans ce style d'argumentation...

Nous sommes un parti politique et ne cherchons pas, nous, à le cacher. Il nous paraît légitime de choisir librement les thèmes abordés sur notre bulletin, reflétant les inquiétudes actuelles des membres de notre comité relativement à la gravité de la situation économique, peut être que l'opposition municipale n'est pas concernée... Il est vrai que cette catastrophe économique découle directement du système que la droite présentait il y a quelques semaines comme idéal...

De plus nous sommes désolés mais les arguments de type "ego citoyens" sont loin de nos préoccupations. Se plaindre des dépenses municipales exagérées tout en demandant le financement d'un festival, la réfection des parkings, etc. il y a comme un défaut quelque part au niveau de la simple cohérence...

En point d'orgue, pour finir sur un sourire, l'évocation écrite des "querelles" du groupe de droite, aveu public qu'ils n'arrivent même pas à rester unis même avec quelques élus dans l'opposition, qu'en serait-il actuellement s'ils avaient gagné les élections ?



Un hebdo de combat !

Le premier numéro de "Tout est à nous !", l'hebdomadaire du NPA est sorti le 25 mars dernier. Son prix de vente : 1,20 €uros.

Son objectif ? Être utile à toutes celles et à tous ceux qui veulent se battre contre le mépris et l'arrogance des riches et des puissants, leur fournir des arguments, rendre compte de leurs luttes.

Oui, **tout est à nous**, qui produisons les richesses, et pas à la petite minorité de privilégiés qui les accaparent.

Oui, **tout est à nous** : l'eau, l'air, la terre, les ressources naturelles. Pas aux rapaces tels Suez, Veolia ou Total, qui transforment tout en marchandises et menacent l'avenir de la planète.

Oui, **tout est à nous**, à commencer par nos vies, notre éducation, notre santé. Pas touche, ou alors... Ça va péter!

Tout est à nous ! ne pourra compter sur aucune subvention de la part des grands groupes industriels et financiers, ni sur aucune recette publicitaire. Il ne pourra compter que sur votre soutien. Un soutien qui peut se manifester en l'achetant régulièrement auprès des militants du NPA ou mieux, en s'abonnant et pour cela, nous contacter ou consulter notre site Internet : www.npa2009.org